

# marchés #27 & gestion

Avril 2019

La newsletter de Federal Finance Gestion

## Un contexte de ralentissement économique modéré.

Qu'il s'agisse des États-Unis, de la Chine ou de la zone Euro, le ralentissement économique se confirme. Toutefois, un rebond économique devrait se faire ressentir dans la deuxième partie de l'année, ce qui permettra à la croissance mondiale de maintenir son cap en 2019.

### **Un ralentissement généralisé**

En Chine, face à un affaiblissement de la croissance, la banque centrale chinoise et le gouvernement réagissent en prenant des mesures de relance économique équivalentes à 300 milliards de dollars.

Les États-Unis enregistrent également un tassement de leur croissance avec une révision à la baisse du quatrième trimestre 2018 : 2,2% contre les 2,6% initialement annoncés. Bien que plus faible qu'en 2018, la croissance américaine devrait cependant rester supérieure à 2%.

La zone Euro connaît, elle aussi, un ralentissement marqué pour deux pays : l'Allemagne et l'Italie. D'une part, l'Allemagne est victime des conséquences du protectionnisme Outre-Atlantique et des problématiques de normes environnementale sur l'automobile. D'autre part, en quasi récession, l'Italie revoit sa croissance à la baisse et revient à ses perspectives budgétaires initiales, à savoir un déficit de 2,4% ce qui est en décalage avec les objectifs initiaux négociés avec la Commission Européenne.

### **L'inflation continue de refluer**

En lien avec la baisse du prix du pétrole, l'inflation continue de diminuer. Cependant, la relance économique engendrée par les augmentations salariales constatées dans de nombreux pays, et la hausse récente du prix du baril de pétrole, pourraient alimenter un retour de l'inflation dans la seconde partie de l'année.

Ce retour de l'inflation permettra aux banques centrales de maintenir une politique accommodante avant de normaliser leurs politiques monétaires.

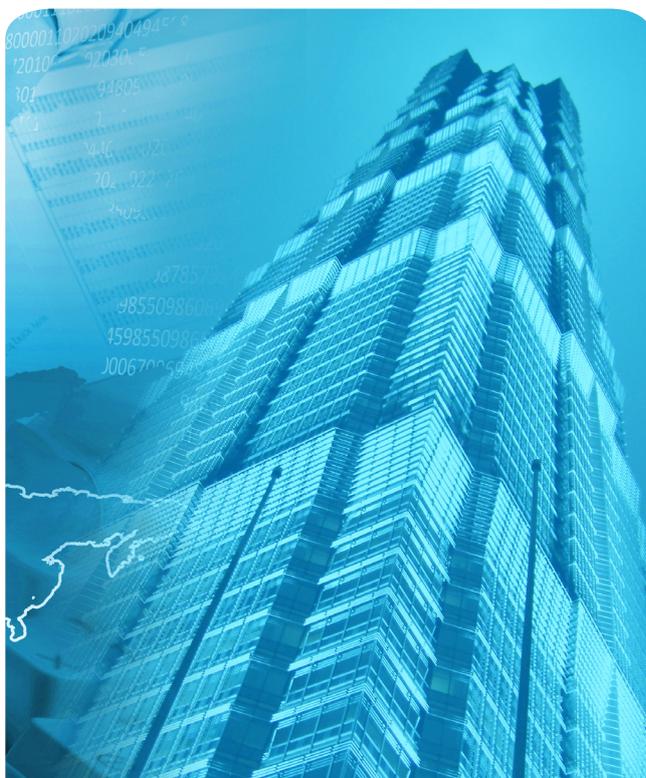
Dans ce contexte, la FED a annoncé qu'elle n'augmenterait pas ses taux cette année et qu'elle allait réduire la taille de son bilan de

manière plus lente. Cette réduction porte sur 30 milliards de dollars jusqu'en mai, puis à hauteur de 15 milliards de mai à octobre. La BCE, quant à elle, pourrait mettre en place des mécanismes de politique monétaire permettant d'assurer une liquidité plus importante pour le système bancaire.

Ces politiques monétaires accommodantes seront un soutien à l'économie mondiale.

### **Le Brexit de nouveau reporté**

Un nouveau vote a eu lieu au Parlement britannique ce vendredi 29 mars, portant uniquement sur l'accord de séparation obtenu par Theresa May. L'accord a été de nouveau rejeté. La prochaine étape est donc maintenant le 12 avril prochain, nouvelle date fixée par les instances européennes pour la mise en œuvre éventuelle de l'article 50 de la Constitution européenne (fixant ainsi le divorce officiel). Le Royaume Uni doit proposer d'ici là une solution alternative (les idées les plus évoquées sont un soft Brexit avec un maintien plus ou moins prononcé du Royaume-Uni au sein de l'Union douanière ou un second referendum demandant à la population britannique de se prononcer sur l'accord obtenu par T. May) et demander en même temps un nouveau report afin de mettre



en place cette éventuelle solution alternative. Les 27 pays européens devront valider ou non le dispositif lors d'un prochain sommet européen fixé le 10 avril prochain. Faute d'accord, ce serait le « no deal » le 12 avril prochain.

### **Les élections européennes : Des interrogations sur une majorité politique pro-européenne**

La montée des « populistes » pourrait marquer les prochaines élections européennes. Les marchés financiers s'interrogent sur la possibilité d'obtenir une majorité au Parlement européen capable de relancer le projet européen. De plus, le report du Brexit pourrait obliger les britanniques à prendre part à ce vote, ce qui accroît les incertitudes quant à ces élections.

### **De bonnes nouvelles quant aux relations Chine – États-Unis**

Les États-Unis et la Chine s'orienteraient sur un accord plus large que prévu couvrant les droits de douane, la propriété industrielle et l'ouverture du capital des sociétés américaines en Chine. Les menaces de Donald Trump concernant la persistance de la taxation de produits chinois à forte contenance technologique semblent écartées.

### **Les prévisions de Federal Finance Gestion**

Federal Finance Gestion prévoit une légère hausse des taux d'ici à la fin de l'année, en prenant en compte l'hypothèse d'un rebond d'activité dans la seconde partie de 2019 et d'un retour de l'inflation.

Suite à la correction des excès de fin 2018, le marché s'est réajusté, en termes de valorisation. Les bons fondamentaux économiques et les perspectives bénéficiaires des entreprises qui restent positives devraient contribuer à une bonne tenue des marchés dans les prochains mois.

## À propos de Federal Finance Gestion

Federal Finance Gestion est une société de gestion née à Brest en 1980. Avec un encours de plus de 36 milliards d'euros en 2018, elle se place au 18e rang des sociétés de gestion au plan national. Federal Finance Gestion propose une large gamme de fonds communs de placement, des offres de gestion sous mandat, des fonds d'épargne entreprise pour satisfaire une clientèle de particuliers, institutionnels et entreprises.

## À propos d'Arkéa Investment Services

Arkéa Investment Services regroupe l'ensemble des spécialistes en gestion d'actifs et banque privée du groupe Arkéa. Fort d'un écosystème de boutiques expertes (Federal Finance Gestion, Schelcher Prince Gestion, SWEN Capital Partners, Vivienne Investissement, Mandarinne Gestion et Arkéa Banque Privée) totalisant plus de 50 Md€ d'encours, Arkéa Investment Services crée des solutions pour protéger et valoriser les placements de ses clients afin de leur permettre d'avoir confiance dans la réalisation de leurs projets.



Service Relations Clientèle  **N°Cristal 0969 32 88 32**

APPEL NON SURTAXE

[contact@Federal-finance.fr](mailto:contact@Federal-finance.fr)

FEDERAL FINANCE GESTION, SA à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 6500000 euros. Siren 378135610 RCS Brest. Agrément de l'Autorité des Marchés Financiers n° GP 04/006 du 22 mars 2004. TVA : FR 87378135610. Siège social : 1, allée Louis Lichou 29480 LE RELECQ-KERHUON. Adresse postale : BP 97 - 29802 BREST CEDEX 9.

Le présent document est purement informatif et ne constitue ni une offre de souscription, d'achat ou de toute autre transaction portant sur les instruments qui y sont visés, ni un conseil personnalisé d'investissement. Les futurs investisseurs doivent entreprendre les démarches nécessaires afin de déterminer eux-mêmes et/ou avec le concours de leurs conseillers l'adéquation de leur investissement, en fonction des considérations légales, fiscales et comptables qui leur sont applicables ainsi que leur sensibilité aux risques inhérents aux instruments financiers. Les valeurs figurant dans les portefeuilles modèles présentés ne comportent aucune garantie ni protection et le capital initialement investi peut ne pas être intégralement restitué. Crédit photo adobe stock 60790721/129310737.